

Le développement du solaire dans le bâtiment avec les collectivités locales

1) Les enjeux

Depuis l'entrée en vigueur des lois Grenelle 1 & 2, les collectivités locales ont des obligations en matière de planification énergétique territoriale, ce qui représente autant d'opportunités pour développer l'énergie solaire. Les décisions qui feront suite au Débat National sur la Transition Energétique, viendront actualiser le rôle dédié aux collectivités dans le cadre de la décentralisation de la politique énergétique.

Si la France se doit d'atteindre l'objectif européen 2020 d'une part de 23 % d'énergies renouvelables (EnR) dans le mix énergétique au niveau national, les collectivités locales peuvent s'engager à réaliser cet objectif sur leur territoire au travers de « la convention des maires » (www.conventiondesmaires.eu) ou contribuer à sa réalisation au travers leurs initiatives.

Le Plan Climat-Energie Territorial (PCET) constitue un cadre d'engagement pour développement d'une politique énergétique locale à l'échelle du territoire. Il est obligatoire pour toute entité territoriale de plus de 50 000 habitants. Il fait partie du projet politique du territoire et renforce, ou constitue, le volet « Energie-Climat » d'un Agenda 21.

L'énergie solaire, disponible partout sans contrainte pour mobiliser la ressource, est une composante incontournable de la politique énergétique de toutes les collectivités locales. Sous ses trois formes (passive, thermique, photovoltaïque) – elle peut être intégrée sur tous les bâtiments ou presque.

2) Les solutions techniques

Les solutions techniques liées aux énergies solaires sont nombreuses et permettent de répondre aisément aux objectifs et besoins propres de la collectivité.

Le solaire thermique est particulièrement adapté pour la production d'eau chaude sanitaire (des logements individuels ou collectifs, des établissements scolaires ou des piscines municipales). Il peut également servir au chauffage de bâtiment.

Le solaire photovoltaïque constitue une solution permettant de produire de l'électricité localement. Sur bâtiment, associé à un effort de maîtrise des besoins énergétiques, il facilite l'atteinte dès aujourd'hui du niveau des réglementations énergétiques futures, telles le bâtiment à énergie positive.

Les possibilités de mise en œuvre et d'intégration architecturales sont nombreuses pour les deux technologies (toits plats/pentes, bardage, brise soleil...). Une installation photovoltaïque peut également être d'associée au développement d'une politique éco-mobilité en équipant des stations et bornes de recharge pour véhicules électriques par exemple.

S'il est de bon sens d'utiliser les surfaces disponibles des bâtiments pour produire de l'électricité, une collectivité locale pourra également être intéressée par l'installation d'un parc photovoltaïque au sol avec la prise en compte des impacts environnementaux et paysagés. Installation de plusieurs mégawatts sur quelques hectares, une telle centrale doit s'inscrire dans le projet territorial pour une bonne acceptation sociale.

3) S'engager localement pour le développement de l'énergie solaire

« L'Agenda Solaire », développé par Enerplan (www.agendasolaire.fr) est un outil à la disposition des élus locaux et de leurs services, pour mettre en œuvre dans le cadre de leur mandature, une politique énergétique locale où le solaire est un indicateur de progrès. Cet outil est une boîte à idées qui compile les expériences et présente plusieurs niveaux d'actions possibles, en s'axant sur une vision stratégique au niveau du territoire.

Quelle que soit la structure de votre collectivité (commune, ville, communauté d'agglomération ou de communes), l'Agenda Solaire, par ses 4 niveaux d'engagements, permet d'identifier facilement la situation de votre territoire, et les actions réalisables pour poursuivre le développement de l'énergie solaire à l'échelle territoriale.

Chaque niveau correspond à des actions, avec quatre niveaux d'engagements définis :

- Niveau 1 : relais de la politique européenne, nationale, régionale = Communication externe et interne de base,
- Niveau 2 : implication « crédible » et « visible » = Réflexion opportune sur le patrimoine et communication incitative,
- Niveau 3 : implication « volontaire » et « efficace » = Programmation sur son patrimoine et incitation active des administrés,
- Niveau 4 : implication « visionnaire » et « stratégique » = Généralisation du solaire sur le territoire.

Dans une démarche de développement durable, l'Agenda Solaire vous propose une structure d'engagement en faveur de l'énergie solaire sur votre territoire.

4) Les propositions pour l'avenir

- Définir et mettre en œuvre une politique énergétique locale volontariste sur le mandat 2014/29.
- Définir un plan de solarisation (thermique et photovoltaïque) des bâtiments appartenant à la collectivité locale.
- Inciter à la mise en place de systèmes solaires chez les concitoyens et les entreprises du territoire.
- Développer de nouveaux outils (type SEM) pour gérer le déploiement d'installations solaires.
- Programmer que tout nouveau quartier aménagé devra être majoritairement, voire totalement, constitué de bâtiments à énergie positive.

ENERPLAN, syndicat des professionnels de l'énergie solaire

ENERPLAN représente l'ensemble de l'offre solaire industrielle et commerciale en France pour la chaleur et l'électricité. Industriels, ensembliers, bureaux d'études, installateurs, exploitants ... Les membres du syndicat sont présents sur l'ensemble de la chaîne de création de valeur.

Sa vocation : Agir pour la promotion et le développement de l'énergie solaire.

Ses missions : Représenter et défendre les professionnels du solaire ; animer, structurer et promouvoir la filière solaire française.

www.enerplan.asso.fr - contact@enerplan.asso.fr